

# CRISE MIGRATOIRE: ENGAGEMENT DE LA SUISSE DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX

# **FAITS ET CHIFFRES**

#### 737 489

Le nombre de migrants ayant emprunté la route des Balkans en 2015 (vers l'Europe via la Grèce, la Macédoine et la Serbie).

#### 32 %

Le pourcentage d'enfants enregistrés ayant passé la frontière gréco-macédonienne fin novembre 2015.

#### 1,5 million de francs suisses

Le montant investi par la Suisse pour soutenir les activités déployées par les gouvernements serbe et macédonien, les organisations internationales (HCR, OIM) et les ONG locales.

# Activités soutenues financièrement par la Suisse :

- Mesures d'aide d'urgence, comme la distribution de nourriture, de vêtements et d'articles médicaux (HCR, ONG)
- > Conseil juridique, aide psychosociale, mesures de protection et d'information (en particulier ONG)
- Renforcement de la gestion des frontières (gouvernements, OIM)
- Mise en place d'un système d'alerte précoce (OIM)
- > Cartographie de la traite d'êtres humains et du trafic de migrants (OIM)
- Mise à disposition d'équipements d'hiver pour les infrastructures des centres d'accueil (HCR)

Informations complémentaires

# Secrétariat d'Etat aux migrations

Quellenweg 6, 3003 Berne-Wabern Tél. +41 58 465 11 11

Fax +41 58 465 93 79

# Direction du développement et de la coopération (DDC)

Freiburgstrasse 130, 3003 Berne Tél. +41 58 462 34 75 Fax +41 58 464 16 91 deza-oza@eda.admin.ch www.deza.admin.ch

Selon le HCR, plus de 700 000 personnes ont traversé les Balkans occidentaux pour rejoindre l'Europe en 2015. La plupart d'entre elles étaient originaires de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak. Dans le cadre des partenariats migratoires, la Suisse a soutenu à hauteur de 1,5 million de francs les activités déployées par le HCR, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et plusieurs organisations non gouvernementales pour faire face à cette crise migratoire en Serbie et en Macédoine. Elle a ainsi pu contribuer rapidement à améliorer la gestion de la migration et apporter aux migrants une aide d'urgence matérielle et psychosociale efficace.



Alors qu'en 2014, les migrants empruntaient surtout les routes partant d'Afrique du Nord pour rejoindre l'Italie en passant par la Méditerranée centrale, la donne a radicalement changé à partir du printemps 2015. Depuis lors, la plupart des personnes partent de Turquie et cherchent à se rendre en Europe par la Grèce et les Balkans occidentaux. La Macédoine et la Serbie, qui comme la Slovénie et la Croatie, font partie des pays de transit sur la route des Balkans, sont fortement sollicitées par cet important afflux de migrants.

#### Des défis colossaux pour toutes les parties

Selon les chiffres officiels du HCR pour 2015, plus de 700 000 migrants ont emprunté la route menant de la Grèce à la Serbie en passant par la Macédoine. Parmi eux, de nombreux mineurs voyageant seuls et de nombreuses familles avec enfants. La proportion d'enfants n'a d'ailleurs cessé d'augmenter pour atteindre 32 % en novembre 2015. Les changements rapides, importants et difficiles à prévoir concernant le nombre de personnes et les itinéraires choisis ont compliqué les efforts d'enregistrement et d'assistance.

Le 20 août 2015, le gouvernement macédonien a décrété l'état d'urgence après avoir brièvement perdu le contrôle de la situation suite à un afflux massif de personnes à la frontière gréco-macédonienne, dans la ville de Guevgueliya. Depuis février 2016, la Macédoine a durci ses dispositions en matière d'entrée sur le territoire pour les migrants et ne laisse passer que les réfugiés syriens et irakiens.

De son côté, le gouvernement serbe déploie des efforts colossaux pour fournir des services de base aux personnes en transit. Des centres d'accueil ont été ouverts afin de simplifier le processus d'enregistrement et d'améliorer les contrôles de sécurité. Fin 2015, des contrôles renforcés aux frontières pour l'entrée sur les territoires slovène et croate ont bloqué de nombreux migrants dans leur parcours à travers les Balkans.

Les Etats des Balkans occidentaux ne pouvant pas assumer seuls la prise en charge des migrants, ils dépendent de l'aide internationale depuis le début de la crise. C'est pourquoi en 2015 le HCR et l'OIM ont lancé plusieurs appels de fonds.

## Soutien pour la gestion des migrations

En réponse à l'appel lancé par le HCR en juin 2015 (« Special Mediterranean Initiative »), la Suisse a mis des fonds à disposition pour soutenir les activités déployées par ce dernier en Serbie et en Macédoine. Le HCR aide les gouvernements à planifier une réponse adéquate à la crise et les conseille pour améliorer leur système d'asile et l'adapter aux normes internationales. En outre, il coordonne l'aide d'urgence en déployant des agents sur le terrain qui fournissent aux migrants de la nourriture, des vêtements et des articles d'hygiène en suffisance.

La Suisse a par ailleurs financé des activités déployées par l'OIM. L'OIM travaille en étroite collaboration avec des partenaires gouvernementaux en Serbie, afin d'améliorer la gestion des migrations et des frontières et d'optimiser le processus d'enregistrement des migrants. Elle aide notamment le Commissariat serbe aux réfugiés et aux migrations à équiper les centres d'accueil et de transit. Elle renforce en outre les compétences de la police des frontières et met à sa disposition de l'équipement (véhicules pour les patrouilles, équipes mobiles, manuels, etc.). En outre, cinq équipes mobiles composées de travailleurs sociaux, d'interprètes et de médecins sont déployées afin d'aider la police des frontières à identifier les personnes susceptibles d'être victimes de la traite d'êtres humains et du trafic de migrants.

Egalement financé par la Suisse, un système régional d'alerte précoce permet de mieux prévoir les flux migratoires et de planifier de manière plus efficace les missions aux frontières et dans les centres de transit. Par ailleurs, les activités illégales ont augmenté parallèlement aux contrôles aux frontières. Grâce au soutien financier de la Suisse, l'OIM cartographie la traite d'êtres humains et le trafic de migrants dans la région afin de recueillir des informations qui permettront de prendre les mesures adéquates.

#### Liens

OIM : vue d'ensemble des flux migratoires http://migration.iom.int/europe/

### Aide humanitaire et psychosociale complémentaire

Les ONG apportent une aide complémentaire aux activités déployées par les gouvernements et les organisations internationales. Elles dispensent des conseils juridiques aux migrants et leur expliquent les risques liés à la traite d'êtres humains. La Suisse coopère donc à ce titre avec diverses ONG serbes et macédoniennes.

L'ONG serbe Atina aide les (réfugiés) victimes de la traite d'êtres humains en mettant à leur disposition une maison sécurisée à Belgrade (« safe house ») où ils trouvent un abri sûr, une aide psychosociale et une assistance juridique. Depuis juin 2015, les équipes mobiles de l'ONG ont assisté en moyenne 5000 réfugiés par semaine et les ont dirigées vers les services compétents. D'autres ONG serbes, comme l'« Ecumenical Humanitarian Organisation » (EHO) ou Mikser, se concentrent sur des mesures d'aide d'urgence, notamment en faveur des groupes vulnérables, en proposant une aide médicale et psychologique. L'ONG Mikser cible en particulier la prise en charge des enfants. L'EHO mène quant à elle des campagnes de promotion de la tolérance..

L'ONG macédonienne « SOS Children Village » aide avant tout les nombreuses mères qui voyagent avec leurs jeunes enfants. Dans les villes de Tabanovtsé et de Guevgueliya, situées près de la frontière, elle procure notamment aux familles de la nourriture pour bébé, des articles d'hygiène et des protections contre la pluie. Elle aide aussi les membres d'une même famille à se retrouver grâce à un système de communication spécifique. Enfin, l'ONG La Strada mène des campagnes de prévention de la xénophobie et fournit des articles d'hiver aux réfugiés.

En novembre 2015, l'aide humanitaire de la DDC a soutenu des organisations de la protection civile et des ONG en Slovénie et en Croatie en leur fournissant du matériel de secours et en mettant à leur disposition des experts afin d'équiper les infrastructures des centres de transit en vue de l'hiver et de mieux coordonner l'aide sur place.

